



ATTENTION !
Textes et organisation
du vote dans ce journal

FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°146
Octobre 2024

Spécial
Congrès FSU 94
les 10, 13 et 14 janvier 2025

Fédération Syndicale Unitaire du 94

EPA, SIVASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNPIEN, SNUAS-FP, SNUITER, SNUEP, SNUJpp, SNUPPEN



**Votez et
postez avant le
28 novembre
2024**

**Inscrivez-vous
aux stages de
précommission
(3, 5, 10, 12 déc)**

édito

**Faire vivre la force du collectif
pour défendre les services publics**



D'après le collectif Alliance Ecologique et Sociale, taxer les superprofits de 2023 rapporterait plus de 20 milliards d'euros.

Alors que les français.e.s voient leur pouvoir d'achat grignoté par l'inflation et la rigueur salariale, les superprofits réalisés sont estimés à près de 36 milliards d'euros, rien que pour le CAC40. Le nouveau gouvernement, issu d'un déni démocratique du président Macron, cible de nouveau les plus précaires et prévoit de nouvelles coupes budgétaires dans les dépenses publiques.

Le spectre de la dette tourne en boucle dans nos médias et instille l'idée que pour résorber cette dette, pourtant provoquée par un système capitaliste à son apogée, ces coupes drastiques sont indispensables dans le service public alors que ce dernier est déjà exsangue après les réformes délétères successives des gouvernements ultralibéraux.

La FSU dénonce cette instrumentalisation des déficits publics pour justifier une austérité budgétaire qui affaiblit les services publics et aggrave le décrochage des rémunérations des agent-es publics. (cf l'article « Le déficit public et la dette publique: c'est grave docteur? » sur le site de la FSU). Stages de pré-commission (3, 5, 10, 12 déc.)

C'est l'ordre social et démocratique qu'il faut rétablir en orientant l'usage des dépenses publiques en fonction de leur efficacité économique d'intérêt général et donc de leur utilité sociale et écologique. Rétablir l'ordre en réorientant les fonds publics vers l'école publique laïque. Rétablir l'ordre en renonçant notamment à la suppression de 4000 postes d'enseignant.e.s comme prévu dans le budget Barnier .

Les collectivités locales vont être de nouveau impactées. Dans le Val-de-Marne, on perçoit les effets des choix budgétaires contraints qui s'opèrent et qui affaiblissent encore les populations : réduction des dépenses d'entretien et de travaux dans les établissements, réduction de personnels au sein des services municipaux et départementaux, suppressions de subventions aux associations pourtant essentielles notamment dans les services sociaux et de santé .

La fonction publique est en grand danger : il faut faire front pour un autre projet de justice sociale, économique et écologique.

Cécile Quinson

La FSU94 tient son congrès les 10, 13 et 14 janvier 2025 et le prépare avec l'ensemble de ses adhérents participant aux journées de précommission les 3, 5, 10, 12 décembre 2024. (voir page 7)

**NOUS VOUS ATTENDONS NOMBREUSES ET NOMBREUX À LA MAISON DES SYNDICATS
POUR DÉBATTRE ET FAIRE VIVRE LA FORCE DU COLLECTIF.**

La FSU 94

Des nouvelles des territoriaux

Danger pour les enfants, mais pas seulement

La sortie du dernier livre de Victor Castanet met en lumière les dysfonctionnements dans les crèches privées (essentiellement) et les dangers pour les enfants. Malheureusement, ça n'est pas nouveau. Depuis de nombreuses années, les associations, fédérations et autres collectifs de professionnels de la petite enfance tirent la sonnette d'alarme. De nombreuses lois, et je pense particulièrement à la loi dite Morano, où il fallait toujours plus d'enfants dans les collectivités petite enfance avec des moyens en diminution constante, forcément, à un moment ça a coïncé ! Faciliter les ouvertures d'établissements a également permis aux entreprises privées de se glisser dans le créneau, car elles y ont vu un moyen facile de faire de l'argent. Les familles sont prises en otages faute de place en crèche. Quand des parents ont une place pour leur enfant, beaucoup ferment les yeux sur certaines pratiques, de peur de perdre cette place précieuse.

“COMMENT ACCEPTER DE DEVENIR UN TÉMOIN PASSIF DE CES MALTRAITANCES INSTITUTIONNELLES ? ET BIEN, NON, LES PROFESSIONNELS DE LA PETITE ENFANCE DISENT STOP, CELA SUFFIT. “

Mais dans tout ça, on oublie que les professionnels de la petite enfance sont les deuxièmes grands perdants (après les enfants bien sûr). Comment accepter de travailler avec des tout-petits sans avoir le temps de bien faire son travail ? Comment accepter de diminuer le nombre de changes car les couches sont comptées ? Comment accepter de laisser un bébé pleurer dans son lit faute de temps pour le cajoler ? Comment accepter de devenir un témoin passif de ces maltraitances institutionnelles ?

Et bien, non, les professionnels de la petite enfance disent STOP, cela suffit. Les jeunes enfants ne sont pas des boîtes de conserve que l'on peut ranger sur une étagère. Les professionnels sont justement des professionnels qui aiment leur métier et qui, pour la plupart d'entre eux, sont passionnés par leur métier. Les professionnels de la petite enfance en ont assez d'être des simples exécutants d'un système perverti par l'argent : faire toujours mieux, toujours plus avec des moyens insuffisants, ça n'est plus possible.

Les recrutements de professionnels de ce secteur n'ont jamais été aussi difficiles et c'est sans précédent. Mais qui accepterait de travailler dans des conditions pareilles en ayant en responsabilité des tout-petits, sans être sûr de pouvoir prendre soin de ces petits humains si fragiles, sans trembler pour eux ? Et tout ça pour un salaire indécent ? Alors, ne nous trompons pas en accusant systématiquement les professionnels d'un système perverti depuis très longtemps, ils en sont aussi les victimes.



Sylvie DURAND



Rapport d'activité

Marquée par un nouveau mouvement social contre la réforme des retraites et l'allongement de la durée de cotisation, cette période a également été dans la continuité des dérives autoritaires d'un pouvoir au service du néolibéralisme. Macron réélu en mai 2022 a intensifié le rythme des réformes fragilisant de plus en plus le service public.

1. La loi de transformation de la Fonction Publique

Globalement, ce sont l'ensemble des services publics qui sont malmenés, en particulier dans le budget 2023 qui ne leur donne pas les moyens de fonctionner correctement. La FSU94 a participé activement aux journées de mobilisation interprofessionnelles du 29 septembre et 18 octobre 2022.

La création des CSA dans la fonction publique modifie fortement les contours des instances et le dialogue social. La transformation des CHSCT en FS-SST laisse présager une diminution des moyens et d'un espace de défense des conditions de travail des personnels. Si la FSU a obtenu le maintien de la quotité de décharges fonctionnelles en 2023-2024, en juin 2024, le rectorat applique la diminution exigée par le ministère. La FSU académique obtient toutefois une décharge pour la référente VDHA. Elle continue à demander une référente par département.

2. Les luttes dans l'éducation

La FSU 94 s'est mobilisée auprès des équipes, de l'opinion publique et dans la rue (y compris en participant à des actions coup de poing) contre les politiques des différents ministres, pour la défense de l'enseignement professionnel scolaire et public en s'opposant à la transformation des lycées professionnels sur le modèle de l'apprentissage. Notre département a fait face à la rentrée 2023 à des conditions de rentrée dégradées avec 145 fermetures de classes dans le primaire, baisse de la Dotation Horaire Globale dans les collèges, suppression de la technologie en 6ème, hausse des effectifs par classe dans la voie professionnelle. Plusieurs établissements se sont mobilisés par des journées de grève et des rassemblements avec les parents d'élèves.

Cités éducatives

Dans le Val-de-Marne, l'État essaie de développer le nombre des cités éducatives promettant aux collectivités des financements du Ministère chargé de la Ville (245M€ annoncés sur la période 2019-2024 sur l'ensemble de la France). La FSU s'oppose à cette politique de contractualisation locale des moyens, renforçant le pouvoir des collectivités sur les politiques éducatives et dérogeant au cadre national des réseaux d'éducation prioritaire. En 2021, la mobilisation syndicale dont la FSU était le principal moteur a permis d'annuler le projet d'une cité éducative sur Villejuif. En 2022, malgré une mobilisation importante avec plusieurs journées de grève, une cinquième cité éducative a vu le jour à Valenton contre l'avis de la communauté éducative. Les forts soupçons de détournement de fonds ayant conduit à la saisie du procureur de la république illustre le danger de ces dispositifs.

Choc des savoirs

En 2023-2024, la FSU et ses syndicats se sont opposés à la réforme « Choc des savoirs » voulue par Gabriel Attal (en tant que ministre de l'EN, puis en tant que premier ministre). Instauration des groupes de niveau au collège, transformation du brevet en examen de fin d'étude, réduction du volume hebdomadaire d'enseignement, généralisation des évaluations standardisées, nouveaux programmes, uniformes. Ces réformes populistes refusées par l'ensemble des communautés éducatives cachent l'absence de moyens donnés à l'école pour la réussite de tous et toutes. Elles jettent l'opprobre sur la professionnalité des enseignant-es et réduisent leur rôle à des exécutant-es de politiques ministérielles.



11^e CONGRÈS NATIONAL
RENNES 3-7 FÉVRIER 2025



départementale 2021 - 2024

Congrès départemental les vendredi 10, lundi 13 et mardi 14 janvier 2025

En multipliant les réunions publiques et journées d'action, la FSU 94 a gagné la bataille de l'opinion. Si un certain nombre de réformes sont ajournées à la suite des législatives, nos syndicats continuent à demander l'abrogation des différents décrets et exigent une autre politique pour l'école.

3. Les élections professionnelles en décembre 2022

Au niveau national, la FSU est confortée comme 5ème organisation de la fonction publique. Elle reste la deuxième organisation de la fonction publique d'état, avec 17% des voix et fait son entrée au conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Elle est la première force syndicale des personnels de l'éducation, l'agriculture et les affaires étrangères ; deuxième dans l'enseignement supérieur et la recherche. L'engagement militant déployé sur notre département a permis de conserver la majorité dans la plupart des instances. Au niveau académique, la FSU obtient 8 des 19 sièges de la CAPA, conserve ses 4 sièges sur 10 au CSA académique, elle gagne 1 siège de plus en CCP des AESH (2 sièges occupés désormais) mais perd 1 siège au niveau départemental en CSA-SD.

4. La réforme des retraites

La nouvelle réforme des retraites a abouti à l'allongement de la durée de cotisation malgré un mouvement de mobilisation intersyndicale inédit. De nombreuses manifestations se sont déroulées entre janvier 2023 et mai 2023 à Paris. Sur le département, contrairement aux mobilisations de 2019, il a été compliqué de faire vivre l'intersyndicale départementale mais il y a eu des actions menées dans certaines villes du département comme des marches aux flambeaux, là où des tissus militants sont construits et permettent une plus forte mobilisation intersyndicale. Cependant, la FSU a rencontré des difficultés dans certaines communes avec les sections locales CGT.

La mobilisation dans le secteur privé n'a pas atteint un niveau suffisant alors même que l'intersyndicale au niveau national est restée soudée durant toute cette période. Il faudra continuer à s'interroger sur les modalités de mobilisation à mettre en œuvre afin d'obtenir un mouvement suffisamment vaste et unitaire à même de faire reculer le gouvernement et de satisfaire nos revendications.

5. Formation

La FSU94 a organisé une série de stage de formation syndicale. En mars 2022 autour des programmes avant la présidentielle ; en novembre 2022 sur la fonction publique et la précarité. L'objectif de 3 stages par an a été atteint en 2023-2024 avec en décembre 2023 un stage fonction publique face aux politiques ultralibérales ; en mars 2024 sur les risques professionnels et la santé au travail et en mai 2024 un stage sur comment lutter contre les idées d'extrême droite. Chaque stage rassemble environ une trentaine de stagiaires essentiellement du SNUTER, de la FSU-SNUipp et du SNES FSU.

6. Retraité.e.s

La section fédérale des retraité.e.s (SFR94) a, dans le cadre de l'intersyndicale retraité.e.s (groupe des 9), mobilisé les retraité.e.s pour la revalorisation de leur pouvoir d'achat en revendiquant notamment l'indexation des retraites sur l'évolution des salaires.

Les représentants de la FSU au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) ont porté l'exigence de moyens humains et matériels pour notre système dans la santé dans le dernier plan régional de santé (PRS3) . Ils ont aussi relayé les revendications de la FSU sur les questions d'inclusion scolaire. Les retraité.e.s de la FSU continuent de prendre part de manière déterminante à l'activité de la section départementale de la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique (FGR-FP).

Rapport d'activité départemental 2021-2024

7. Interpro

- La FSU94 s'est adressée à plusieurs reprises aux autres fédérations pour organiser des actions unitaires et n'a pas toujours reçu des réponses escomptées. Le projet et travail commun avec la CGT et Solidaire au niveau national pour un nouvel outil syndical doit prendre en compte les problèmes locaux.

8. International

- La FSU94 s'est engagé dans les mobilisations sur les conflits internationaux et plus particulièrement en Palestine en mobilisant les militant.es sur les rassemblements et manifestations parisiennes mais également sur des actions départementales comme la participation à la soirée débat autour du film « Yallah Gaza », à la maison des syndicats de Créteil en décembre 2023 et d'autres initiatives locales.

9. Partenariat

La fédération a poursuivi son travail avec RESF (Réseau Education Sans Frontière) : pétitions, rassemblements en soutien aux jeunes menacés d'expulsion du territoire... Ces mobilisations ont permis la régularisation de plusieurs étrangers en situation difficile.

La FSU a été partie prenante des actions engagées par la Convergence des Services publics et en particulier la Poste en Val-de-Marne

Elle s'est aussi engagée dans les luttes contre les idées d'extrême droite, notamment en travaillant sur l'adhésion de la FSU94 à VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifasciste).

La FSU 94 a participé à la création de RUSF (Réseau Universités Sans Frontières) en mai 2024 au travers de son syndicat de professeur.es universitaires le SNESUP 94.

10. Fonctionnement interne

Le CDFD est l'instance délibérative de la FSU94. Le BEFD est l'instance exécutive. Nous avons conservé le rythme de réunion des instances depuis le dernier congrès : une fois par trimestre pour le CDFD, une fois par mois pour le BEFD. Afin de ne pas multiplier les réunions, nous avons intégré le secrétariat dans le BEFD qui continue de jouer le rôle de comité de rédaction du journal, fait des bilans

intermédiaires de l'actualité et prépare collectivement les ordres du jour des instances. Depuis le dernier congrès la composition du BEFD a été remaniée dans le souci d'un fonctionnement pluraliste dans le respect du poids des tendances dans la fédération. Entre chaque CDFD, le travail de coordination entre SN a augmenté, notamment ceux de l'éducation et la territoriale avec le syndicat du premier degré, pour le maillage du travail de terrain au quotidien et pour les luttes. La participation au CDFD reste modeste et ne permet pas toujours de représenter tous les syndicats de la FSU actifs sur le département. Le journal est toujours publié de manière régulière et co-écrit par les militant.es des différents syndicats, de la SFR, de nos militant.es engagés dans RESF et à la Convergence des Services Publics.

Le site est régulièrement mis à jour mais est peu visité. Il reste néanmoins un outil de transmission des informations et du matériel entre les militant.es ainsi qu'un reflet de l'activité de la FSU 94.

Conclusion

La nécessité d'un syndicalisme de transformation sociale a été renforcée dans cette période marquée par l'attaque du gouvernement contre le monde du travail et en particulier de la Fonction Publique.

La FSU94 poursuivra ses actions de lutte contre des réformes qui accroissent lourdement les inégalités sociales et portera la défense de son projet syndical, démocratique et unitaire, ainsi que celui de transformation de la société. Elle continuera à organiser des stages permettant de débattre autour de nos mandats et d'informer les collègues sur leurs droits et sur les enjeux des réformes et des choix politiques opérés par les gouvernements. Elle poursuivra les actions déjà engagées de luttes contre les idées d'extrême droite, notamment par l'adhésion à VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifasciste) et la constitution d'un collectif VISA94. Enfin, elle continuera à faire le lien entre les différents syndicats de la FSU afin de renforcer le tissu militant dans nos villes du Val de Marne et favoriser la syndicalisation dans tous les secteurs dans lesquels elle intervient.

Organisation du congrès départemental

Congrès départemental les vendredi 10, lundi 13 et mardi 14 janvier 2025



LE VOTE

Vous pourrez trouver les textes d'orientation et les rapports d'activité

- **Pour le national:** les documents seront envoyés en version dématérialisée (numéro spécial au POUR n°260).
- **Pour le vote départemental:** dans ce journal FSU94 n° 146 ou sur notre site www.fsu94.fsu.fr

Les votes se déroulent du **jeudi 7 novembre au jeudi 28 novembre 2024**. Vous vous prononcez sur une orientation ou tendance (départementale et nationale) et sur le rapport d'activité (départemental et national).



MODALITÉS DE VOTE

ATTENTION ! Les modalités de vote sont différentes selon les syndicats de la FSU. En cas de doute, prenez contact avec votre syndicat !

SNEP / SNES / SNUIPP : Le matériel pour le vote national et pour le vote départemental est diffusé par un journal de votre syndicat, ainsi que les modalités de vote.

POUR LES AUTRES SYNDICATS :

Vote national : les modalités et le matériel sont diffusés et pris en charge par votre syndicat.

Vote départemental : utilisez le matériel joint dans le présent journal FSU n°146 : mettez le bulletin de vote dans l'enveloppe de couleur puis cette enveloppe dans l'enveloppe T. Inscrivez au dos de l'enveloppe T le nom de votre syndicat, votre nom et votre prénom. Signez le dos de l'enveloppe. Postez l'enveloppe T sans l'affranchir avant le 28 novembre.



COMMISSIONS PRÉPARATOIRES

Les commissions préparatoires permettent un premier débat autour des textes de congrès communiqués par la FSU nationale. Les textes de congrès sont divisés en quatre thèmes. Les commissions sont ouvertes à tous. Les syndicats se tiendront à la maison des syndicats de Créteil (rue des Archives) :

Mardi 3 décembre 2024: Thème 2: La fonction publique; pour réaliser le service public, une idée moderne.

Jeudi 5 décembre 2024: Thème 4: Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien

Mardi 10 décembre 2024: Thème 3: Rupture écologique, droits humains et justice sociale: une urgence démocratique

Jeudi 12 décembre 2024: Thème 1: Education, formation, recherche et culture: le service public, ses personnels et leur métier pour l'émancipation de toutes et tous.



| | | |
|-------------------------------|--------|---|
| Cécile QUINSON | SNUIPP | <i>Pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale</i> |
| Laurence TRUBLEREAU | SNUEP | ■ À Unité et Action 94, nous faisons le choix d'un syndicalisme qui lutte pour l'égalité et une juste répartition des richesses. Rien ne se gagnera sans l'action des salarié·e·s, actifs et retraité·e·s et la construction d'un rapport de force. C'est le sens des luttes que nous proposons afin de peser sur les politiques menées. |
| Luc HENTZ | SNES | |
| Jean AMAR | SNESUP | |
| Paula ALVES | SNES | |
| Soisik ANDRE | SNEP | |
| Adeline BALAGNA | SNES | Notre représentativité et notre syndicalisme de transformation sociale doivent se traduire dans les luttes. Malgré leurs revers électoraux, le camp présidentiel et ses alliés poursuivent leur politique néo-libérale et réactionnaire. Sous tutelle du RN, le nouveau gouvernement continue sa politique antisociale s'attaquant aux chômeurs et chômeuses, aux migrant·e·s, aux droits des minorités et aux services publics. Le Code du travail, celui des pensions et de la sécurité sociale ou encore le caractère national de l'École continuent d'être remis en cause avec toujours plus de financement au privé. |
| Dominique BALDUCCI | SNES | |
| Rolande BANNAIS | SNUIPP | |
| Hannane BAQALLI | SNUEP | |
| Jean Baptiste BENNOIT | SNUIPP | |
| Philippe BOZON | SNEP | |
| Valérie CHEMIN | SNES | <i>Se battre pour des services publics de qualité</i> |
| Joël CHENET | SNUIPP | Le Service Public est indispensable et parfois le seul à faire perdurer le lien social. Il est garant de l'égalité entre tous·tes les citoyen·e·s et de leur qualité de vie. Depuis son arrivée au pouvoir, Macron n'a eu de cesse d'attaquer les Services Publics, les dégradant toujours plus pour finir par les offrir au secteur privé. |
| Monique COQ | SNASUB | |
| René DELALANDE | SNES | |
| Arnaud DELPECH | SNES | |
| Camille FERDINAND | SNES | Pour U&A, il est urgent de relancer l'investissement public, de permettre aux collectivités territoriales d'assurer leurs missions de services publics et de cesser le recours à l'externalisation. Pour cela il faut reconnaître le rôle essentiel des fonctionnaires en revalorisant leur rémunération par l'augmentation du point d'indice tout en garantissant leurs droits notamment en matière de mobilité et de formation. |
| Marion FOURET | SNUIPP | |
| Jean-Michel GOUEZOU | SNES | |
| Isabelle GUIDONNET | SNUTER | |
| Amar HANNICHE | SNUTER | |
| Jean-Michel HARVIER | SNES | Dans les établissements scolaires, les suppressions de postes de personnels de tout type conduit à la détérioration des conditions d'apprentissage. Nous devons affirmer notre opposition aux politiques d'austérité et de privatisation et porter haut nos propositions de syndicat de lutte et de transformation sociale. |
| Hélène HOUGUER | SNUIPP | |
| Samia KADIR-EL AIDOUNI | SNUEP | |
| Osman KAYA | SNASUB | |
| Anne Laurence JUSTER | SNEP | L'École doit avoir les moyens nécessaires à son bon fonctionnement. |

Pour nous, exiger une École de qualité, c'est :

- Faire respecter les droits des personnels et améliorer les conditions d'exercice.
- Obtenir un statut, une réelle formation et un salaire digne pour les AESH.
- Financer l'école inclusive, les réseaux d'aide et l'enseignement adapté à la hauteur des besoins en créant des postes spécialisés, en formant les personnels et en recrutant massivement des AESH.
- Recruter des personnels médico-sociaux : médecins, infirmières, assistant·e·s social·e·s, psy-EN ainsi que des personnels chargés du suivi social et de la protection de l'enfance et de la jeunesse.
- Recruter des personnels administratifs pour faciliter les démarches des familles et des agent·e·s et leur garantir un égal accès aux droits.
- Augmenter le nombre de formateurs et formatrices pour que le droit à la formation initiale et continue des agent·e·s soit assuré.
- Obtenir des locaux décents et adaptés aux aléas du dérèglement climatique.

| | |
|--------|-----------------------------|
| SNESUP | Arnaud LE NY |
| SNES | Patrice LEGUERINAI S |
| SNUIPP | Marc LESVIGNES |
| SNES | Nadine LESVIGNES |
| SNUIPP | Viviane LE CLEACH |
| SNES | Gilbert LIMAROLA |
| SNUEP | Françoise LOURS |
| SNUTER | Hedi MALLAH |
| SNES | Guy MALZAC |
| SNUIPP | Annick MEYRERIE |
| SNUIPP | Valérie MONCOURTOIS |
| SNES | Agnes MONTENEGRO |
| SNES | Léo MOREL |
| SNUIPP | Franck NARCE |
| SNUTER | Véronique PHILIPPON |
| SNUTER | Jean Luc PIRENET |
| SNES | Caroline QUINIOU |
| SNES | Lionel RAPHA |
| SNES | Micheline REDOUTE |
| SNEP | Didier SABLIC |
| SNES | Pierre SABOURIN |
| SNEP | Stéphanie TESSON |
| SNUTER | Jérôme THOMAS |
| SNES | Corinne TISSIER |
| SNES | Nicolas TOULZAC |
| SNASUB | Benoit VALLEE |
| SNUIPP | Peggy VANBESIE |
| SNUIPP | Magali VENET |

Plus que jamais besoin d'Unité et d'Action

Courant majoritaire de la FSU depuis sa création, U&A porte un syndicalisme à visée majoritaire, pluraliste et unitaire, rassembleur et offensif. Il assume depuis toujours un choix d'ouverture à tous·tes les syndiqué·e·s, aux autres courants de pensée, à la diversité des opinions et approches par la recherche et la construction systématique de synthèses. Il entend travailler à la refondation du syndicalisme, en particulier celui de transformation sociale en travaillant à la création d'un nouvel outil syndical. Pour conforter cette conception de l'orientation et d'activité syndicale :

**VOTEZ POUR LA LISTE
"UNITÉ & ACTION ET SANS TENDANCE" !**

*unité
action
et sans tendance*



Urgence pour un syndicalisme qui fait front !

Alors que la société traverse des crises inédites — destruction des services publics, crise écologique, attaques contre l'état de droit, catastrophes humanitaires — le syndicalisme est un moyen pour tou·tes de s'organiser et d'arracher des victoires. Le mouvement social, dont la FSU, s'est mobilisé autour d'un programme de rupture, déjouant les pronostics de victoire du RN aux législatives. Avec la nomination illégitime de Barnier, le pouvoir macroniste a décidé de nier les urgences sociales réclamées par la population, par l'union des droites en alliance de fait avec le RN.

Pour que des millions de personnes se retrouvent en grève et dans la rue, le syndicalisme doit peser sur le champ politique. Notre fédération doit fédérer actif·ves et retraité·es dans l'action, réunir le personnel sur des temps syndicaux institutionnalisés et lors d'assemblées générales, organiser les caisses de grève et être un moteur de l'intersyndicale.

La construction d'un nouvel outil regroupant le syndicalisme de transformation sociale est un point méritant l'attention du congrès fédéral. Mais le syndicalisme ne peut parvenir seul à imposer une rupture : des cadres d'échanges larges et pérennes englobant organisations syndicales, associatives, usager·es et partis politiques progressistes sont nécessaires pour imposer des alternatives et faire reculer l'extrême droite.

La FSU construit des liens entre préoccupations professionnelles des salarié·es, marche capitaliste du monde et désastres écologiques, pour une organisation du travail débarrassée du carcan managérial et des hiérarchies intermédiaires. Notre syndicalisme oppose aux impérialismes et au colonialisme la solidarité internationale et la garantie de l'autodétermination des peuples comme en Kanaky-Nouvelle Calédonie. Il lutte contre le militarisme et se mobilise dans des cadres unitaires larges pour la paix en Palestine, au Liban, en Ukraine. Il lutte contre le racisme — antisémitisme et islamophobie —, ciment du vote et de l'identification à l'extrême droite, contre toutes les discriminations, notamment celles visant les femmes, les handicapé·es et les personnes LGBTQIA+, pour la justice climatique, la défense des droits et des libertés, la dénonciation des violences d'État.

Porter l'espoir de la transformation sociale, c'est rompre avec les politiques d'austérité, en commençant à l'échelon local pour reconstruire les services publics de proximité, accroître les recettes en taxant les ultra-riches, augmenter salaires, pensions et minimas sociaux, revenir à la retraite à 60 ans. C'est prendre à bras-le-corps les questions de protection sociale, garantir un emploi pour tou·tes, lutter contre la précarité en renforçant l'emploi statutaire (en commençant par les AED, AESH, assistant·es maternel·les et familiale·s) dans toute la fonction publique et abroger les contre-réformes de l'assurance chômage. C'est obtenir l'égalité de traitement et d'accès aux services publics et aux droits sur tout le territoire. C'est rompre avec la politique migratoire répressive, gagner la régularisation des travailleur·ses sans papiers et imposer l'accueil digne des réfugié·es.

Liste
**École Émancipée
et syndiqués hors
tendance**

CONGRÈS DÉPARTEMENTAL
vendredi 10, lundi 13 et mardi 14 janvier 2025
Appel à voter **ÉCOLE ÉMANCIPÉE** et
syndiqués hors tendance

Nous appelons toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et orientations à agir ensemble pour construire la FSU, démocratique et pluraliste: notre liste avait remporté 30% des votes en 2022, poursuivons cette progression positive pour la FSU!

Votez et faites voter pour la liste École émancipée et des syndiqué-es hors tendance !

Au quotidien, les militant-es de l'ÉE dans le Val-de-Marne assurent l'action syndicale et la défense des personnels au sein des exécutifs et des instances de tous les syndicats de la FSU 94, sur leurs lieux de travail, par les collectifs de lutte avec les usager-es. Iels assument l'urgence d'un syndicalisme féministe, avec une réflexion sur l'évolution des pratiques militantes.

SNES:

MARIN Graziella
BERREBI Matthew
PORTIER Sophie
BOERES hierry
BOUCHERET Mariane
CHAUSSENDE Pascale
GIFFARD-FORET Paul
MARASSE Léna
HOUSIER Julien
COSYN Clara
LAGO Susana
OLIVIER Laurence
DUFOR Octave

SNUTER:

VASLOT Véronique co-SG 94
LEFRANC Didier
MORFIN Priscille
BENNANI-ROUILLON Claudine
TAIEB Akima
OTHMANI Moussa
SMAIL Diana
HEURTEBIZE Hervé
ALIK Kamel
BELERT Christiane
BULVER Stéphane

SNUipp:

TRARIEUX Magalieco-SD
GUINTRAND Thierry
KASSAB Alia
MICHELETTA Cyrille
PINCHINAT Clotilde
DEBOISE Ariane co-SD

GIRARDON Marine
POUSSIN Clarisse
ANGELINI Dominique
GIL Abigaëlle
MABILLE Thibault
GAUQUIE Corentin
LAFRANCE Pierre
CAILLER MAHDOUNI Noémie
DUFOR Bruno
ANDRES Julia
LAGARD Katia
CAGNA Mathilde
CHETTOU fLynda
JOUEN Jean-Baptiste
COYARD Khitem
VANDROMME Quentin
SOLER Micheline
CHARPENTIER Bernard
SOLER TANGUY Karine
ARKI Nadège
KOWNACKI Valérie
GUEUDRY Isabelle

SNESUP:

PELLISSIER Luc BN
BLUM Joelle
NATIVEL Corinne
BELKACEM Lila
BOURRET Sandrine
GALLOT Fanny
FLORES ESPINOLA Artemisa

SNPES-PJJ:

JAMES Nathalie SD

groupedepartementalEE94@gmail.com

Une alternative anticapitaliste pour combattre Macron et sa politique

La politique destructrice de Macron a été massivement refusée par les luttes et lors des élections récentes. Malgré cela, après avoir prolongé les "démissionnaires" pour maintenir sa politique réactionnaire à coup de décrets, il a investi un gouvernement Barnier qui est encore plus à droite, adoubé par le RN et déjà son otage. C'est donc une offensive d'une ampleur sans précédent contre le monde du travail qui se prépare. Sous couvert de "dette publique", le prochain budget lance un plan d'austérité massif dans la fonction publique, et vise à nouveau la protection sociale. Ce pouvoir est illégitime, aucun "dialogue social" n'est de mise avec lui. Macron prétend appliquer jusqu'au bout les exigences de la bourgeoisie et du système capitaliste : ce système, fondé sur la concurrence économique, n'engendre qu'inégalités, destruction de l'environnement et dérèglement climatique, guerres impérialistes dans le monde entier. Il entend démanteler tout ce qui fait obstacle aux profits : garanties collectives, services publics dont l'école, égalité des droits, équilibres écologiques... jusqu'aux libertés fondamentales. Ces politiques impliquent un État autoritaire : militarisme, violence du pouvoir et progression – jusqu'aux portes du pouvoir - de l'extrême droite vont de pair. Dans cette situation instable, tout peut arriver.

Mais des luttes et résistances s'organisent pour construire un autre avenir : luttes des travailleur·es y compris précaires, des jeunes, des femmes et minorités de genre, des écologistes (telles que les "Soulèvements de la terre"), des populations discriminées qui subissent le racisme. Elles peuvent prendre une dimension mondiale, comme le mouvement de solidarité durable avec le peuple palestinien. Elles montrent la volonté populaire de prendre en main son avenir : **l'auto-organisation des exploités.es et des opprimés.es constitue la clef pour organiser les luttes nécessaires, et pour porter la perspective d'une rupture avec la société capitaliste.**

Alors que la direction de la FSU, au lieu de construire le rapport de forces indispensable, s'obstine dans des "journées d'action" routinières.... Emancipation propose une orientation résolument anticapitaliste et antifasciste :

- défendre une école publique égalitaire et laïque, fondée sur le droit à l'éducation pour tous les jeunes, non ségrégative, favorisant l'esprit critique... et donc **le retrait de toutes les contre-réformes du pouvoir, à commencer par le "choc des savoirs"**.
- porter des revendications unifiantes : unification par le haut des conditions de travail / des statuts, réemploi et titularisation immédiate de tous les non-titulaires, augmentation

uniforme des salaires et leur indexation sur l'inflation, baisse généralisée du temps de travail... et donc l'abrogation de tous les dispositifs de casse des solidarités collectives et des statuts, comme la loi Guérini sur la Fonction publique, ni amendable ni négociable.

- **pour cela, s'appuyer sur la diversité des moyens d'action** (blocages, occupation, désobéissance collective...) pour construire le rapport de forces, en gardant la centralité de la grève. Sur les retraites les directions syndicales ont refusé de sortir des "journées d'actions", et de tels échecs font le jeu du RN.
- favoriser la **démocratie dans les luttes** (AG unitaires et souveraines de personnels dans les établissements, qui se coordonnent à tous les niveaux) : le syndicalisme ne doit pas craindre l'auto-organisation et les collectifs de lutte, mais les susciter et les soutenir.
- favoriser les **convergences entre le mouvement syndical et les luttes** qui se confrontent au capitalisme, écologistes, antiracistes, féministes, contre les violences policières...
- renforcer les **pratiques de solidarité internationaliste**, soutenir concrètement le droit à l'auto-détermination des peuples (Palestine, Ukraine, Kanaky...).

VOTEZ ÉMANCIPATION

Pour tout contact : tendance.emancipation@gmail.com, www.emancipation.fr

Bernard Balu SNES Créteil
Laurence Fiant SNES Fontenay Sous Bois
Jean-Matthias Fleury SNES Champigny
Sabine Lê SNES Créteil
Lucia Mineas-Nazaire SNES Maisons Alfort
Natacha Ouvrié SNES Créteil
Sybil Raederscheidt SNES Vanves
Jean-Marc Vancostenoble SNES Ivry-sur-Seine
Jonas Nzoko SNES Vitry-sur-Seine
Pauline Beaunay SNES Chevilly-Larue

Bien vivre sa retraite, une exigence !

Retraité·e·s mobilisé·e·s pour le maintien de leur pouvoir d'achat et pour l'accès à la santé partout en France et dans le Val-de-Marne

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement Macron-Barnier affiche son orientation ultralibérale et aggrave l'injustice sociale : la revalorisation des pensions de base du privé ainsi que celles des fonctionnaires est différée du 1er janvier 2025 au 1er juillet.

Ce report de l'indexation des pensions sur l'inflation (règle fixée par le Code de la Sécurité sociale) devrait être entérinée dans le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale (PLFSS) que le Parlement va bientôt examiner.

Pour avoir été déjà abondamment utilisée, la ficelle est bien connue : à chaque fois, le décalage est opéré sans rattrapage des retraites dues pour les mois entre l'ancienne et la nouvelle date. Cette fois, l'économie réalisée sur le dos des retraité·e·s s'élèverait à 3,7 milliards. Les retraité·e·s ont contribué pendant leur activité au développement de la société, ont cotisé selon leurs moyens et bénéficient de ce fait des droits conquis avec la création de la Sécurité Sociale en 1945. Ils redeviennent une cible privilégiée et le senior-bashing se multiplie tous azimuts pour essayer d'entamer la solidarité intergénérationnelle, nécessaire pour lutter contre l'injustice sociale .

Cette mesure est tellement inacceptable que ce même gouvernement dans le cadre du PLFSS 2025 envisage des mesures visant à remettre en cause l'accès aux soins dont notamment la prise en charge à 100 % des affections de longue durée (ALD) qui concerne de nombreux retraité·e·s. Mais il entend aussi augmenter les franchises, le « ticket modérateur » qui concerne tous les assurés actifs et retraité·e·s . La conséquence sera une nouvelle augmentation des complémentaires santé particulièrement élevée pour les retraité·e·s.

“LES RETRAITÉ·E·S (...) REDEVIENNENT UNE CIBLE PRIVILÉGIÉE ET LE “SENIOR-BASHING “ SE MULTIPLIE TOUS AZIMUTS POUR ESSAYER D'ENTAMER LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE”

Les retraité·e·s se mobilisent partout en France pour obtenir l'annulation de cette mesure et une revalorisation globale des pensions de retraite.

Le Groupe des 9(a) a décidé une manifestation nationale décentralisée le 3 décembre.

Elle sera préparée par une campagne de pétitions qui seront remises au 1er ministre et aux préfets des départements. Un appel sera envoyé à tous les parlementaires à l'occasion de la discussion du budget reprenant l'ensemble de nos revendications sur le pouvoir d'achat mais aussi l'accès à la santé et la défense des services publics de proximité.

La question de l'accès aux soins et les déserts médicaux étant un problème majeur pour les retraité·e·s comme pour l'ensemble de la population, l'Intersyndicale retraité·e·s du Val-de-Marne a décidé d'engager une campagne (cf communiqué du 9 octobre 2024 sur le site de la FSU 94) au plus près de la population notamment en partenariat avec des associations d'usagers et de professionnels de santé pour définir les besoins et les moyens pour peser sur les choix au niveau départemental et national. Nous reviendrons dans le prochain bulletin sur les initiatives prises.

Section fédérale des retraité·e·s du Val-de-Marne

a) Intersyndicale regroupant CFE-CGC, CFTC, CGT, Ensemble et solidaires, FGR-FP, FO, FSU, LSR, Solidaires

Se mobiliser pour les droits des femmes

Droits des femmes : la mobilisation doit se renforcer ! (Extrait du texte action CDFN des 15 et 16 octobre)

Alors que les conflits armés se multiplient et que les femmes et les filles sont toujours plus fortement touchées du fait des dominations qu'elles subissent dans les sociétés, parce que le viol est une arme de guerre, parce que l'accès aux soins et à l'école, indispensable pour l'émancipation des filles, est entravé voire impossible dans les pays en guerre, la FSU est et sera toujours résolument du côté des protagonistes qui œuvrent pour une paix juste et durable dans le monde.

“LES PLAINTES POUR VIOLS ET TENTATIVES DE VIOLS ONT AUGMENTÉ DE 6 % EN 2023 ET (...) DANS NEUF CAS SUR DIX LES FEMMES CONNAISSENT LEUR AGRESSEUR”

En France, le niveau des violences reste très préoccupant : des enquêtes révèlent que les plaintes pour viols et tentatives de viols ont augmenté de 6 % en 2023 et que dans neuf cas sur dix les femmes connaissent leur agresseur. Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot est une terrible illustration de la façon dont la culture patriarcale du viol imprègne la société et les agissements des hommes.

La FSU appelle aux mobilisations contre les violences sexistes et sexuelles le **19 octobre** et à se mobiliser le **25 novembre**, journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes. Elle prépare d'ores et déjà la grève féministe du **8 mars**.

Les services publics de justice et de police doivent être renforcés pour appréhender et punir les auteurs de viols. Mais la prévention de ces actes doit aussi être une priorité. Le service public d'Éducation a un rôle clé en termes de prévention avec l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui doit permettre de lutter contre les stéréotypes de genre et une société marquée par la culture du viol.



Congrès départemental

vendredi 10, lundi 13 et mardi 14 janvier 2025

ÉDUCATION, FORMATION, RECHERCHE ET CULTURE :
le service public, ses personnels et leur métier pour
l'émancipation de toutes et tous

THEME 1

Stage pré-commission le **Jeudi 12 décembre** de 9h à 16h



<https://framaforms.org/inscription-journee-theme-1-jeudi-12-decembre-1726481526>

THEME 2

LA FONCTION PUBLIQUE : pour réaliser le
service public, une idée moderne

Stage pré-commission le **mardi 3 décembre** de 9h à 16h



<https://framaforms.org/inscription-journee-sur-le-theme-2-mardi-3-decembre-2024-1725874879>

RUPTURE ÉCOLOGIQUE, DROITS HUMAINS ET
JUSTICE SOCIALE : UNE URGENCE
DÉMOCRATIQUE

THEME 3

Stage pré-commission le **mardi 10 décembre** de 9h à 16h



<https://framaforms.org/inscription-journee-sur-le-theme-3-mardi-10-decembre-2024-1725875034>

THEME 4

POUR UNE FSU COMBATIVE, UNITAIRE ET
ENGAGÉE AU QUOTIDIEN

Stage pré-commission le **Jeudi 5 décembre** de 9h à 16h



<https://framaforms.org/inscription-journee-sur-le-theme-4-jeudi-5-decembre-2024-1725875137>